Une plateforme informatique pour gérer le cycle complet des risques naturels et industriels

24-10-2008

Xamle.net

Le nouveau projet de gestion intégrée des risques pour l'Afrique (IRMA), premier du genre, investit dans le développement d'une plateforme informatique et de télécommunication, permettant de mieux gérer le cycle complet des risques naturels et industriels. Le projet consiste à intégrer toutes les informations depuis l'évaluation du risque jusqu'à la récupération après la catastrophe, a expliqué, jeudi à Dakar, Guy Weets, son coordonnateur général pour l'Afrique et l'Europe, qui intervenait lors d'un atelier d'identification des besoins des utilisateurs.

La gestion des risques, a-t-il estimé, demande l'implication de partenaires. Les risques ne se produisent pas tous les jours, ce qui fait que nous sommes confrontés à une situation où nous devons faire travailler très rapidement, des gens qui n'ont pas l'habitude de travailler ensemble, a reconnu M. Weets.

A cet effet, signale-t-il, la plateforme IRMA devrait résoudre de manière harmonieuse ce problème, en tant que projet coopératif. Cinq pays d'Afrique sont impliqués et chacun va développer une partie des services IRMA, qui vont aider les gestionnaires de crise à mieux y prendre, a-t-il souligné.

Selon lui, tout ce qui sera développé, va être mutualisé. Nous avons aussi l'intention de rendre cela dans un logiciel à source libre et gratuite de manière à pouvoir déployer la plateforme un peu partout dans les pays, régions et au niveau même des communautés locales et dans la plupart des pays d'Afrique, a annoncé Guy Weets. C'est ambitieux mais, nous avons les moyens de réussir, a-t-il rassuré.

Cette plateforme couvre les pays suivants : Maroc, Sénégal, Mozambique, Cameroun et Afrique du Sud. Sur les critères de sélection, M. Weets a expliqué que c'est selon les volontés exprimées par les pays concernés.

Le Maroc est intéressé par les inondations, les tremblements de terre et les criquets pèlerins, alors que le Sénégal est plutôt préoccupé par les inondations, les feux de brousse et éventuellement les criquets, a-t-il révélé.

Quant au Cameroun, le coordonnateur général pour l'Afrique et l'Europe a indiqué que ce pays a voulu se concentrer sur les risques urbains et périurbains (catastrophes industrielles dans les zones très peuplées) et la désertification dans le Nord. Ce sont là des risques à très long terme, note-t-il.

Selon lui, l'Afrique du Sud est un peu, le pays intégrateur. C'est le pays qui va remettre ensemble les différents services développés dans les pays africains et en faire une plateforme commune. Le Mozambique, lui, va s'intéresser aux inondations rapides, celles des montagnes.

Par ailleurs, Guy Weets a indiqué que ce programme est financé à hauteur de 1,6 milliard sur trois ans. Probablement, on devrait étendre sur trois ans et demi car, c'est un projet assez complexe et le démarrage est un peu lent, a-t-il rappelé soulignant néanmoins que la gestion de ce projet demande une certaine expérience. C'est ce qui explique notre présence ici.

Source aps